



Comment les réformes ciblent-elles les enfants des classes populaires?

ÉDUCATION Réformes de la voie professionnelle, du lycée et du baccalauréat, Parcoursup, école du futur, accès aux études supérieures... sont en train de remodeler les enseignements, dans leur contenu et leur accès. Derrière l'objectif annoncé d'égalité, quel projet portent les dispositifs mis en place par les gouvernements d'Emmanuel Macron ?

Les quinquennats Macron sont-ils en train de porter le coup de grâce au système éducatif français ? La plateforme de sélection à l'entrée de la licence a ouvertement renforcé les inégalités et la ségrégation sociale au sein du système universitaire, ainsi que le rapporte l'organisation étudiante Unef dans son bilan « Cinq ans de sélection sous Emmanuel Macron ». Aujourd'hui, c'est la filière professionnelle qui est visée avec une réforme parachevant la déréglementation du service public de l'éducation. Une stratégie cohérente, menée au nom du mérite, qui ferme les portes aux classes populaires en ouvrant grand celles du marché.

Que vise Emmanuel Macron en voulant faire de la réforme de la voie professionnelle un « chantier essentiel » de son quinquennat ?

Léon Deffontaines Ce qu'il vise en premier lieu, c'est d'offrir au patronat un salariat à bas coût. Augmenter la période de stages et réduire les matières d'enseignement général éloignent la voie professionnelle du parcours de formation de l'éducation nationale. Les lycéens sont mis dans une situation où ils ne pourront pas envisager de formation longue. Ainsi, ils seront confrontés aux aléas du chômage et des contrats précaires. Une telle réforme crée, dès l'âge de 15 ans, un lycée à deux vitesses : le lycée professionnel et le lycée d'enseignement général, celui qui formera les travailleurs précaires de demain et, l'autre, qui formera les cadres de demain.

Annabelle Allouch La réforme du lycée professionnel s'inscrit dans la continuité des politiques éducatives de Jean-Michel Blanquer. C'est d'ailleurs lui qui les a impulsées. Elle incarne, à la suite de Parcoursup et d'autres types de réforme, la fin de la massification scolaire et la fin du service public de l'éducation. Le lycée professionnel a permis la réussite au baccalauréat et l'accès à l'enseignement supérieur notamment des enfants issus des classes populaires. Désormais, les filières éducatives doivent répondre à une utilité économique au sens strict. Il ne s'agit plus de fournir une qualification au plus grand nombre, l'épanouissement par le développement d'un esprit critique ou la formation de citoyens. En d'autres termes : si vous voulez une éducation, il faudra payer ; si vous n'êtes pas bon à l'école, allez directement sur le marché du travail !

Paul Devin Emmanuel Macron renonce aux visées émancipatrices de la voie professionnelle pour accepter qu'elle s'asservisse aux besoins immédiats des entreprises. Comment interpréter autrement cette volonté de réduire l'enseignement général ? Car nous savons que cet enseignement général est essentiel pour former des citoyennes et des citoyens capables de raisonner leurs choix à la lumière d'une culture générale, d'une capacité de jugement critique et d'une connaissance des droits. La vision de Macron contraint les travailleuses et travailleurs à accepter la précarité, à se soumettre aux contraintes de l'employabilité plutôt que de bénéficier de véritables compétences professionnelles, inscrites dans la culture d'un métier.

Pourtant, comment expliquer que cette réforme soit plutôt bien accueillie par certains jeunes, notamment dans les milieux ruraux, alors qu'elle est rejetée par les syndicats enseignants ?

Léon Deffontaines Il est vrai qu'il y en a qui voient cette





réforme d'un bon œil, comme ce fut le cas, au début, pour la réforme du bac. Mais ils ont vite déchanté. Ce à quoi aspirent les lycéens, c'est l'obtention d'un réel diplôme de qualité. Ce n'est pas une mauvaise chose en soi d'avoir des stages en entreprise, pour autant cela ne doit pas se faire au détriment d'un socle de connaissances de matières générales. Rappelons que l'objectif initial de la création du lycée professionnel était de permettre d'aller plus loin, d'accéder à des études supérieures. Or, avec cette réforme, on fera une croix sur cet accès.

Paul Devin La promesse de rémunération des stages des lycéens de la voie professionnelle faite par Emmanuel Macron entraîne peut-être quelques illusions chez certains jeunes, mais c'est loin d'être leur réaction majeure. Ils expriment plutôt leurs inquiétudes et, parfois, leur refus. Quant aux professeurs, ils connaissent les besoins de leurs élèves et savent qu'un accompagnement pédagogique et humain est indispensable à l'acquisition de savoirs professionnels parce que leurs élèves peuvent être enclins à décrocher, à ne pas aller jusqu'aux examens, à tout lâcher au moindre conflit avec l'employeur.

Annabelle Allouch Toutes les études sur le lycée professionnel, notamment celles d'Ugo Palheta, montrent bien qu'il y a une grande attente du lycée de la part des familles, en particulier des classes populaires, mais avec la conscience qu'elles sont hiérarchiquement et académiquement dans des voies moins cotées que les filières générales. Parcoursup a déjà eu pour effet d'exclure de facto les lycéens professionnels des filières générales. L'argument avancé pour la réforme est que les lycées professionnels posent problème : moins de réussite, pas assez d'argent pour accompagner les élèves. Ils sont donc encouragés à aller vers des filières courtes comme les BTS, l'idée étant de réduire leur possibilité de parcours dans le supérieur.

Ces réformes sont vendues, notamment par le ministre Pap Ndiaye, au nom de la lutte contre les inégalités, avec ces notions magiques que sont l'excellence, le mérite, l'égalité des chances. En quoi la politique menée, surtout depuis Jean-Michel Blanquer, bat-elle en brèche cette ambition ?

Paul Devin Il ne suffit pas de promettre l'égalité, il faut qu'elle puisse être effective. Pour l'instant, pas grand-chose de concret. Des intentions, des vœux, mais rien qui puisse annoncer une quelconque rupture avec la politique de Jean-Michel Blanquer. Or, derrière le slogan d'une école avec 100 % de réussite, la politique de Jean-Michel Blanquer n'a pas été capable d'apporter la démocratisation de la réussite annoncée. Au contraire. La réforme du lycée a porté de véritables régressions, par exemple sur l'accès des filles aux mathématiques. La réforme de l'enseignement de la lecture n'a guère fait la preuve de sa pertinence, à moins qu'on veuille absolument monter en épingle de faibles évolutions dont les spécialistes eux-mêmes nous disent qu'elles ne sont pas significatives. Et que dire de Parcoursup, qui conduit chaque année à interdire l'accès aux études supérieures à des dizaines de milliers de bacheliers ? Le jour où on annoncera un investissement dans l'enseignement supérieur qui donnera aux universités la possibilité d'accueillir toutes les étudiantes et tous les étudiants, on pourra croire à une vo-

lonté de lutte contre les inégalités. Mais c'est loin d'être le cas. Tant qu'on imaginera que la possibilité pour quelques élèves de milieux populaires d'accéder aux plus hautes études suffirait à la promesse républicaine d'égalité, nous entretiendrons le leurre de l'égalité des chances. La question n'est pas celle du mérite de quelques-uns, mais celle de la capacité de notre système scolaire à permettre à toutes et à tous les jeunes d'accéder à une culture commune de haut niveau.

Annabelle Allouch Ce qui est intéressant, c'est la manière dont sont mobilisées les notions larges et floues d'égalité des chances, de méritocratie... généralement associées à un progrès social et économique, mais auxquelles on donne une définition tellement restrictive qu'elles ne correspondent plus à rien, en tout cas plus aux attentes des élèves et des familles issus notamment des milieux populaires. Ce double discours qui prêche l'égalité des chances et la professionnalisation ne correspond pas à une réalité sociologiquement avérée du marché du travail, notamment en ce qui concerne les postes à responsabilités. Selon de nombreuses études en France et à l'étranger, on sait que, pour avoir un emploi, en particulier de cadre, ce qui compte, c'est d'avoir des compétences générales, de savoir les faire valoir dans différents types de postes et d'évoluer dans sa carrière, plutôt que d'avoir une compétence technique spécialisée au sens strict, que l'on peut acquérir par ailleurs grâce à des formations.

Léon Deffontaines Avec Parcoursup, il s'est mis en place une sélection sociale, une sélection sur dossier et non plus sur un diplôme ou un concours. Ce système de dossier est profondément inégalitaire. Il est constitué aussi de lettres de motivation, de références et de soutien, notamment de professionnels. Ce qui repose essentiellement sur le capital social et le réseau des familles. Il y a ensuite la question du lycée d'origine. C'est un critère qui pèse beaucoup, surtout depuis que plus de 60 % de la note finale au bac est obtenue grâce au contrôle continu. Le bac du lycée Louis-le-Grand ou celui d'Henri-IV n'aura pas la même valeur que celui d'un lycée de Seine-Saint-Denis. Une autre source d'inégalité se trouve dans cette offre du privé qui se développe à une vitesse grand V, pour celles et ceux qui ne sont pas sélectionnés par Parcoursup. Mais il faut des moyens pour y accéder.

Peut-on dire qu'on assiste à une remise en cause structurelle des valeurs qui fondent notre école ?

Annabelle Allouch Absolument. Nous sommes à un tournant. Mises bout à bout, ces réformes donnent un ensemble cohérent qui vise à la fin de la massification universitaire et scolaire au profit d'un marché de l'éducation qui oriente l'offre mais aussi la demande. La force de ce gouvernement est sa capacité de segmenter suffisamment pour masquer le plan général, faire que chaque pièce du puzzle donne l'impression qu'elle va dans le bon sens. Mais, au final, le message est : si vous avez assez d'argent pour être assuré de donner à votre enfant une formation en droit, allez dans le privé. Cela met tout le monde en situation de compétition. Le dogme n'est plus le service public, ni l'accès à une qualification pour tous, c'est – véritablement – la compétition, et ce au nom d'une « meilleure qualité ». En plus de cela, faire





au nom d'une « mémoire quante ». En plus de cela, faire croire que cela va alléger le budget de l'État est un miroir aux alouettes, car il faut savoir que, dans les systèmes les plus performants, c'est toujours l'État qui finance massivement les formations, y compris à coups de subventions dans le privé comme c'est le cas en France et aux États-Unis, par exemple.

Paul Devin Dans les perspectives néolibérales, sans aucun doute. Cela fait déjà plus de dix ans que Laval, Dreux, Clément et Vergne ont montré, dans *la Nouvelle École capitaliste*, qu'il ne s'agit plus tant pour cette école-là de transmettre des savoirs que de fabriquer des individus conformes aux attentes de l'économie néolibérale. La réforme du lycée professionnel en est la parfaite déclinaison.

Comment renouer avec l'ambition d'égalité et de démocratisation ?

Léon Deffontaines Il faut des moyens, il faut réinvestir car ces réformes ont pour objectif de réduire les dépenses publiques. Nous avons plus que jamais besoin d'une politique publique de l'éducation pour renforcer le service public, car nous avons besoin d'avoir une jeunesse la mieux formée possible. Cela implique d'augmenter le temps passé à l'école, de diminuer les effectifs par classe, de permettre à tous d'accéder dans de bonnes conditions à l'enseignement supérieur.

Annabelle Allouch Je constate malheureusement que la fin du service public de l'éducation se traduit aussi dans la réforme du statut des enseignants-chercheurs. Leur carrière et leur rémunération sont en train d'être « privatisées » à coups de primes, au lieu d'une revalorisation générale des salaires. On le voit déjà dans le recrutement à l'académie de Versailles. Ce sont des mauvais signes. La question éducative doit être repolitisée et réinvestie

comme question centrale, ce qui permettra de remobiliser les acteurs et les citoyens. Plus de 12 millions de familles ont au moins un enfant scolarisé, cela fait beaucoup de monde concerné.

Paul Devin Sans doute faut-il modifier la conception même que nos concitoyens ont de l'école quand ils continuent à penser que la réussite scolaire s'inscrit dans une capacité naturelle de l'individu qui déterminerait la destinée scolaire. Beaucoup n'ont pas encore entendu le message pourtant exprimé, il y a plus d'un demi-siècle, par Lucien Sève : les dons n'existent pas. Mais il ne suffit évidemment pas de transformer les représentations, l'égalité nécessite un choix politique délibéré et les engagements budgétaires qui vont avec. Les moyens ne suffisent pas pour assurer l'égalité, mais ils n'en restent pas moins indispensables pour améliorer les conditions de scolarisation, pour réduire les effectifs par classe et pour mieux former les enseignants. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LATIFA MADANI

- (1) Auteur de *Pour que jeunesse se fasse !*, le Temps des cerises, 2022.
- (2) Autrice de *Mérite*, Anamosa, 2021, et *les Nouvelles Portes des grandes écoles*, PUF, 2022.
- (3) Auteur de *la Laïcité à l'école. Pour un apaisement nécessaire*, l'Atelier, 2021, et, avec Christine Passerieux, *d'Apprendre à lire. Une pratique culturelle en classe*, l'Atelier, 2021.

LÉON DEFFONTAINES
 Secrétaire général
 du MJCF et auteur (1)



JULIEN JAULIN/FANGLUCKS

« Avec Parcoursup, il s'est mis en place une sélection sociale, une sélection sur dossier. »

ANNABELLE ALLOUCH
 Sociologue, université
 de Picardie, spécialiste
 des questions
 de l'éducation
 et autrice (2)



FRANINE BAJANDE

« Désormais, les filières éducatives doivent répondre à une stricte utilité économique. »

PAUL DEVIN
 Président de l'Institut
 de recherches
 de la FSU et auteur (3)



« La réforme du lycée a porté des régressions, ainsi sur l'accès des filles aux mathématiques. »





► 25 novembre 2022 - N°23573

AGORA



SURABH BHILLARD / FABRICE MILLARD

